

Protéger le Canada



Plus de 45 000 Canadiens sont morts pour la liberté, la démocratie et la justice en combattant lors de la Seconde Guerre mondiale. Ils se sont battus de concert avec une communauté de nations unies dans leur détermination à vaincre le fascisme.

Ils sont morts pour protéger notre territoire, nos familles, nos valeurs et notre mode de vie. Chaque année depuis, des millions d'entre nous honorent leur mémoire en s'efforçant de devenir la meilleure version de nous-mêmes et d'améliorer notre pays, pour nous-mêmes et pour les prochaines générations.

Par amour pour tout ce qui est bon, moral et juste, les Canadiens n'ont jamais reculer devant un défi. Un défi monumental se présente aujourd'hui à nous. Il est temps de l'affronter, tête haute et avec un cœur ouvert.

Quatre-vingts ans après avoir été vaincu, le spectre du fascisme renaît aujourd'hui de ses cendres. Il n'y a pas d'euphémisme possible : cela nous appelle tous à nous mobiliser, à être prêts à combattre et à assumer certains sacrifices. Nous avons combattu le fascisme par le passé. Nous avons gagné. Maintenant qu'il pointe à nouveau sa tête hideuse hors des poubelles de l'histoire, nous le combattons encore et l'enverrons de nouveau dans la tombe d'où il vient.

Sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis - la plus grande puissance économique et militaire du monde, notre voisin et allié de longue date - flirtent aujourd'hui avec le fascisme, se détournant des valeurs et de la liberté pour lesquelles nos frères et sœurs ont courageusement combattu et donné leur vie.

En moins de 50 jours, l'administration présidentielle de Donald Trump, qui contrôle une majorité au Congrès et conserve une influence significative sur la Cour suprême, a inconstitutionnellement réussi à démanteler des garde-fous et des institutions critiques aux États-Unis, soulevant ainsi de sérieuses inquiétudes quant à la viabilité de sa démocratie.

À l'intérieur du pays, Trump s'attaque aux fondements de la démocratie, se présentant comme un homme fort impérial. Il permet à un milliardaire mafieux non élu d'accéder à des données personnelles critiques, a nommé une responsable pro-russe pour superviser le renseignement, pardonné les attaquants du Capitole et embauché un antivax pour s'occuper de la santé publique. Il a démantelé et continue de démanteler les mécanismes mêmes destinés à empêcher l'accumulation du pouvoir autocratique : en purgeant le ministère de la Justice et le FBI de ceux qui ont enquêté sur lui et l'ont poursuivi légalement pour divers crimes. Il met en œuvre des plans visant à expulser des millions de personnes via des camps de concentration tout en privant des citoyens étatsuniens vulnérables de services essentiels. Son administration inonde les médias, les tribunaux et l'opposition de mesures radicalement clivantes et illégales, les empêchant de suivre le rythme et noyant ainsi toute tentative de résistance à son règne incontesté. Comme tant d'autres figures autoritaires avant lui, Trump crée rapidement les conditions préalables à un changement de régime. À travers divers messages codés ou directs à ses partisans, il légitime ouvertement l'expression du racisme et de la haine envers ceux qu'ils considèrent comme des « autres ».

À l'étranger, son administration soutient ouvertement les néonazis en Allemagne ainsi que l'extrême droite en France et en Espagne. Pendant ce temps, il parle avec admiration du criminel de guerre russe Vladimir Poutine et du dictateur nord-coréen Kim Jong Un. Il menace le Groenland et Panama de guerre, qualifie le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy de « dictateur non élu » et critique l'Europe pour sa protection des droits des femmes et des minorités, son vice-président qualifiant de telles politiques d'offensantes pour « la sensibilité de la majorité des Américains ». Au Canada, certains de ses acolytes, comme Elon Musk et Jordan Peterson, soutiennent Pierre Poilievre comme gouverneur du soi-disant 51e État qu'il souhaite créer après nous avoir annexés par la force. Une force économique pour l'instant, mais pour combien de temps encore ?

Les États-Unis ne sont plus un allié. Pour la toute première fois depuis 1812, les États-Unis présentent une menace directe envers le Canada, et ce bien malgré nous.

Compte tenu de notre proximité géographique, de leur puissance militaire et de leur force économique relative, il est impossible, irresponsable et immoral de minimiser cette menace. Tout comme il est impossible, irresponsable et immoral de ne pas y répondre.

Nous possédons de nombreuses ressources que les États-Unis convoitent désormais : de l'eau, un immense territoire, des matières premières et des minéraux rares. Les effets croissants des

changements climatiques vont bientôt exacerber cette convoitise. Si quelqu'un pense encore que les pays n'envahissent plus leurs voisins comme ils le faisaient autrefois, il faut l'encourager à lire les nouvelles.

Plus tôt nous prendrons conscience de cette effroyable nouvelle réalité, plus tôt nous pourrons nous préparer à tout ce qui pourrait survenir dans les mois et années à venir. Une chose est claire : nous ne laisserons pas le venin du fascisme empoisonner nos esprits, s'infiltrer dans nos demeures et détruire ce qui nous est le plus précieux : notre pays, nos futurs, nos valeurs démocratiques, nos libertés et nos jeunes.

Nous devons aborder cette période avec le plus grand sérieux. Ce n'est que de cette manière que nous serons assez forts pour empêcher ou résister aux pires scénarios.

Les menaces de l'administration hostile de Trump comprennent :

- Une ingérence directe ou indirecte dans les prochaines élections fédérales et provinciales canadiennes.
- Des tentatives d'opposer les chefs de gouvernement provinciaux entre eux et contre le gouvernement fédéral.
- La propagation de désinformation à travers le Canada par le biais de médias alignés sur Trump et de conglomérats tels que X, Meta, Fox News, ainsi que des médias canadiens détenus par des intérêts étatsuniens, comme le Toronto Sun ou le National Post.
- Le maintien de la menace de tarifs douaniers et la modification des règles du jeu à leur convenance afin de plonger nos acteurs économiques dans un état d'insécurité permanente.
- La déstabilisation de notre économie, coûtant au Canada des dizaines de milliers d'emplois et provoquant une récession potentielle.
- L'instrumentalisation du mécontentement lié aux conditions économiques causées par les tarifs pour créer un mouvement politique interne favorable à l'annexion. Cette tactique pourrait être similaire au Convoi de la liberté soutenu par Pierre Poilievre, qui visait à saper et attaquer les institutions démocratiques canadiennes avec le soutien financier et médiatique de divers acteurs liés aux États-Unis.

- La suppression des réglementations de sécurité essentielles à la production alimentaire aux États-Unis, mettant en danger les consommateurs de produits alimentaires étatsuniens des deux côtés de la frontière.
- La suspension du soutien à la santé publique pour la vaccination et d'autres mesures préventives, mettant en danger les Canadiens voyageant aux États-Unis ou ceux en contact avec des résidents étatsuniens visitant le Canada.
- Une réponse agressive aux contre-tarifs canadiens (dollar pour dollar) visant à créer un récit intérieur étatsunien présentant le Canada comme un agresseur et une menace pour les États-Unis.
- La mobilisation d'un soutien étatsunien supplémentaire en faveur d'une annexion du Canada.
- L'imposition de nouveaux tarifs ou la perturbation, directe ou indirecte, des infrastructures canadiennes en matière de technologies de l'information, de services bancaires et d'approvisionnement afin d'affaiblir le positionnement ferme du Canada.
- L'émission d'exigences déraisonnables sur notre eau douce, nos minéraux essentiels, notre énergie ou notre frontière, en échange de la levée de tarifs ou d'autres mesures économiques qu'ils pourraient prendre à l'avenir.
- L'utilisation des systèmes informatiques, bases de données et produits conçus, fabriqués ou contrôlés par les États-Unis - de Facebook aux iPhones et Teslas - en tant qu'outils de surveillance de masse et de dissémination de désinformation.
- La mobilisation directe ou indirecte d'acteurs violents, officiels ou non officiels, venus des États-Unis pour violer la souveraineté canadienne et attaquer ses institutions et ses citoyens, comme Trump l'a fait le 6 janvier 2020, cette fois dans le but d'avancer son agenda d'annexion.

Ce qui précède n'est qu'un petit échantillon des vulnérabilités et des risques existants et identifiables. Ces moyens ne sont guères nouveaux ou inédits. Les États-Unis s'en sont servis par le passé à de nombreuses reprises dans d'autres pays afin d'exercer un pouvoir sur leurs trajectoires politiques. Nous ne nous laisserons pas faire.

Nous pensons ainsi qu'il est essentiel non seulement de communiquer à propos de ces risques, mais également de fournir une voie claire

pour dissuader, protéger et contrer toute nouvelle attaque contre notre souveraineté.

Le président des États-Unis ne dictera jamais aux Canadiens ce qu'ils doivent faire et pour qui ils doivent voter. Nous monterons la garde, forts et libres, pour protéger notre souveraineté.

Pour ce faire, nous demandons à l'actuel gouvernement canadien de prendre les mesures suivantes et nous nous engageons à continuer de travailler après les prochaines élections pour faire avancer ces dossiers qui sont essentiels à notre sécurité nationale et notre indépendance :

Au niveau international

- Créer un front diplomatique et économique commun, une sorte d'OTAN économique, avec d'autres démocraties partageant nos valeurs, telles que l'UE, le Royaume-Uni, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Mexique, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Afrique du Sud et les nations de l'ASEAN, afin d'établir des lignes rouges et de mettre en garde l'administration Trump ainsi que les principaux acteurs économiques étatsuniens contre des mesures de représailles économiques conjointes en cas d'atteintes à la souveraineté d'un membre du bloc économique.
- Réengager le Canada de manière significative dans le système des Nations Unies, offrir à l'ONU une alternative pour y établir son quartier général si nécessaire et créer une coalition avec les partenaires européens et du Pacifique pour accroître l'engagement et le financement dans les lieux et programmes désormais abandonnés par la destruction de l'USAID par Trump ;
- Explorer toutes les options disponibles pour approfondir nos liens économiques, politiques et de défense avec l'UE.
- Soutenir la création d'un tel effort diplomatique par une offensive de relations publiques impliquant des personnalités canadiennes bien connues et des ambassadeurs culturels afin de rappeler à nos principaux partenaires internationaux notre longue histoire commune et l'importance incontestable d'un Canada indépendant sur la scène mondiale.
- S'assurer que le Canada respecte le droit international et soutient pleinement la Cour pénale internationale ainsi que la Cour internationale de justice. Nous ne pouvons pas espérer bénéficier d'une protection sous le droit international si nous refusons de le soutenir ou si nous ne l'appliquons que de manière sélective.

- Reconnaître l'État palestinien, non seulement parce que c'est la bonne chose à faire, mais aussi parce que c'est en ligne avec le droit international et qu'il s'agit de quelque chose que le Canada aurait dû faire il y a fort longtemps.
- Interdire à Donald Trump et aux principaux responsables étatsuniens de se rendre au Canada, y compris dans le cadre du sommet du G7 à Kananaskis.
- Se tenir fermement aux côtés du président Zelensky et du peuple ukrainien en leur apportant un soutien économique et moral.

À la frontière

- Renforcer les patrouilles et la surveillance de l'ASFC (Agence des services frontaliers du Canada) et des FAC (Forces armées canadiennes) afin de protéger les Canadiens et de prévenir l'entrée d'armes à feu illégales, de drogues et d'autres menaces en provenance des États-Unis.
- Suspendre l'Entente sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis et travailler de toute urgence avec les provinces et territoires pour développer l'infrastructure nécessaire au filtrage, au traitement et à l'orientation des nouveaux arrivants.
- Élargir les dispositions relatives aux réfugiés afin d'inclure les scientifiques, militants, fonctionnaires, journalistes, juges, avocats, médecins et autres catégories de citoyens et résidents permanents des États-Unis ciblés par Trump.
- Interdire certaines importations alimentaires et pharmaceutiques étatsuniennes susceptibles d'être affectées par le démantèlement de la Food and Drug Administration sous l'administration Trump.

Défense

- Réviser d'urgence la doctrine militaire canadienne afin de prendre en compte le nouveau positionnement menaçant des États-Unis envers le Canada et l'Europe.
- Augmenter la capacité de production nationale d'artillerie et de munitions et accroître les investissements dans la création d'une réserve stratégique de munitions.
- Explorer les options pour détacher les FAC (Forces armées canadiennes) des systèmes d'armement et des technologies de l'information détenus ou contrôlés par les États-Unis.

- Former les Forces armées canadiennes ainsi que les organismes paramilitaires et civils affiliés à la défense du territoire contre toute occupation et à la sécurisation des infrastructures nationales essentielles.
- Accroître les échanges et les formations conjointes avec les forces françaises, britanniques, scandinaves et ukrainiennes.
- Aider l'Europe et le Royaume-Uni dans la défense de l'Ukraine face à l'agression illégale de la Russie.
- Suspendre le processus d'acquisition des avions F-35 de Lockheed Martin, entreprise étatsunienne, d'un montant de 80 milliards de dollars, et envisager plutôt l'acquisition des Rafales français ou des Gripen suédois, tout en garantissant des emplois dans la production et la maintenance au Canada.
- Rejoindre le programme de développement du sous-marin Type 212CD mené par la Norvège et l'Allemagne et assurer des emplois dans la production et la maintenance au Canada.
- Augmenter les investissements dans les chantiers navals afin d'accroître la capacité de production rapide dans le cadre de la stratégie nationale de construction navale.
- S'organiser avec les alliés des Five Eyes, Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni, pour réévaluer toute collecte et tout partage de renseignements avec les États-Unis.
- Créer 100 000 nouveaux emplois bien rémunérés pour une garde nationale fédérale civile, destinée à répondre aux besoins en infrastructures, aux catastrophes naturelles et aux menaces étrangères, avec un accent particulier sur la résistance à toute occupation militaire étrangère.
- Lancer des campagnes de sensibilisation publique sur la préparation aux urgences, les sources d'information fiables et le rôle des citoyens en période d'urgence nationale.

Économie

- Établir une réserve stratégique fédérale de ressources brutes, incluant l'aluminium, l'acier, le bois d'œuvre, les terres rares, la potasse et d'autres ressources clés, afin de protéger les emplois, de préserver notre capacité industrielle critique et de garantir l'approvisionnement en matières premières nécessaires aux investissements fédéraux et provinciaux dans le logement, les infrastructures, les technologies de l'information et l'énergie, assurant ainsi la protection du Canada.

- Garantir un soutien financier fort aux petites et moyennes entreprises canadiennes qui pourraient être affectées par les tarifs douaniers ou d'autres mesures de guerre économique mises en place par l'administration étatsunienne.
- Libérer les Canadiens des lois sur la propriété intellectuelle dictées par les États-Unis et soutenues par les Conservateurs afin de leur permettre de déverrouiller les produits manufacturés aux États-Unis et de faciliter leur réparation et leur modification au Canada.
- Investir dans Postes Canada afin de renforcer sa capacité de livraison, développer sa capacité de commerce électronique pour offrir des options de livraison plus rapides et moins coûteuses pour les produits fabriqués au Canada et les entreprises canadiennes répondant à certains critères, et ainsi remplacer la part de marché d'Amazon au Canada.
- S'appuyer sur l'expertise et le savoir-faire québécois pour créer et développer un réseau électrique est-ouest robuste afin de connecter le pays et de rediriger la production excédentaire vers les régions du Canada qui pourraient bénéficier d'un accès abordable à l'électricité pour la fabrication industrielle.
- Créer un fonds d'investissement de plusieurs milliards de dollars pour encourager l'entrepreneuriat canadien et soutenir les entreprises à travers des prêts aux petites et moyennes entreprises.
- Accroître notre capacité de production industrielle grâce à des investissements fédéraux significatifs dans la production de systèmes informatiques, des alternatives canadiennes aux produits Apple et Microsoft, des usines de fabrication de maisons modulaires et préfabriquées ainsi que dans la production de batteries.
- suspendre toutes les subventions fédérales et les incitations fiscales aux entreprises canadiennes détenues majoritairement par des intérêts étatsuniens et rediriger ces fonds vers des entreprises appartenant à des Canadiens.
- Étant donné que 70 % de l'industrie pétrolière et gazière « canadienne » est détenue par des intérêts étrangers, dont plusieurs basés aux États-Unis, explorer la possibilité de nationaliser notre industrie pétrolière et gazière.

Médias

- Augmenter le financement public des médias canadiens de qualité et garantir un financement stable et suffisant à Radio-Canada—CBC.
- Explorer toutes les voies légales pour restreindre la propriété étrangère des principaux actifs médiatiques canadiens et limiter l'exposition à la propagande liée à Trump.
- Mettre en place et appliquer des protections strictes en matière de confidentialité des données afin de protéger les Canadiens contre l'utilisation malveillante de leurs informations personnelles par des entreprises étrangères aux desseins questionnables.
- Appliquer les réglementations sur la publication de contenu aux réseaux sociaux et ainsi rendre les entreprises de médias sociaux responsables du contenu publié sur leurs différentes plateformes.

Loi

- Réexaminer les sections sur la trahison et la sédition du Code criminel afin de s'assurer que le Canada puisse se protéger, ainsi que ses citoyens, contre les tentatives de favoriser ou de fabriquer un consentement en faveur d'une annexion sous la contrainte de la guerre économique.

Le Canada peut sortir plus fort, plus libre et globalement meilleur de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons. D'une manière ou d'une autre, les Canadiens doivent savoir que, quelles que soient les menaces, nous vaincrons, comme nous l'avons fait en 1812 et au cours des deux premières guerres mondiales. Pour ce faire, il est essentiel non seulement de reconnaître la menace, mais aussi de prendre les mesures nécessaires pour la dissuader et la combattre si elle franchit des lignes rouges.

Il est temps de faire preuve de courage et de montrer à nos amis étatsuniens ce que signifie être le « Vrai Nord », fort et libre.

En tant que Verts, nous resterons sans équivoque aux côtés des Canadiens et nous mettrons tout en œuvre pour les protéger. Nous appelons tous les autres partis politiques fédéraux à faire de même.